

Nacira Guénif-Souilamas (dir.) (2006), *La république mise à nu par son immigration*, Paris, éditions La Fabrique.

Eric Macé

"Ne pas quantifier, ne pas nommer".
L'impossible lutte contre les discriminations
dans les programmes de la télévision française

A la suite d'une action collective amorcée en 2000 par le "Collectif égalité" dénonçant la sous-représentation des Noirs et la persistance de stéréotypes racistes à la télévision¹, un débat public s'est ouvert en France concernant la représentation de la diversité des personnes à l'écran, que ce soit dans les journaux télévisés, les émissions de divertissement ou les fictions. La question est aujourd'hui encore plus pressante : de quel imaginaire national témoigne la télévision française, en prenant comme critère la place des non-blancs dans l'ensemble des programmes ? A cette question, le présent article apporte un début de réponse, fondé sur l'analyse de l'ensemble des programmes diffusés par les cinq principales chaînes de télévision lors d'une journée ordinaire, celle du 28 janvier 2000².

Mesurer les discriminations à la télévision

Contrairement aux pays anglo-saxons³, on ne dispose pas en France d'indicateurs permettant de mesurer quantitativement les discriminations racistes dans la population, que ce soit en matière de scolarisation ou d'emploi⁴. Il est néanmoins possible de mesurer les discriminations

¹ Ce collectif a été fondé par la romancière Calixthe Beyala en 1998 et a mené des actions auprès du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et du ministère de l'information en 1999 et 2000. L'action de ce collectif est à l'origine d'une première étude du CSA, menée par Marie-France Malonga (2000), *Présence et représentation des "minorités visibles" à la télévision française*, Rapport du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

² Les éléments de méthode et les données qui suivent sont issus d'une recherche présentée dans Eric Macé (2006), *La société et son double. Ethnographie de notre imaginaire télévisuel national*, Paris, Armand Colin.

³ Ils disposent dans leurs recensements d'un dispositif d'autodéclaration conjugant traits "raciaux" et "ethniques". Ainsi aux Etats-Unis on peut mesurer la proportion de "White", "Black", "Asian" ou de "Native" (plus les "Latino" quelle que soit la *race*) dans la population générale, mais aussi dans les universités, les entreprises, les services publics et les médiacultures. Voir à ce propos le site de l'agence de recensement des Etats-Unis : www.census.gov. Voir aussi Patrick Simon (1997), "La statistique des origines. Race et ethnicité dans les recensements aux États-Unis, Canada et Grande-Bretagne", *Sociétés Contemporaines*, n° 26.

⁴ Pour des tentatives partielles et leurs discussions, voir Patrick Simon (1998), "Nationalité et origine dans la statistique française ; les catégories ambiguës", *Population*, n° 53-3 ; Georges Felouzis, Françoise Liot, Joëlle

envers les minorités non-blanches dans les programmes de télévision au moyen d'un comptage. J'utilise les termes de "blanc" et de "non-blanc" car, contrairement à ce qui est souvent dit en France, les discriminations en question ne se font pas sur une base ethnique (qui suppose des traits culturels distinctifs), mais sur la base de stéréotypes raciaux (un Noir est perçu comme Noir, c'est-à-dire comme différent, même s'il est de nationalité et d'ethnicité française depuis plusieurs générations). C'est pourquoi le concept anglo-saxon de *race* est bien utile : il ne rend pas compte de l'existence de races qui seraient définies biologiquement, mais de l'existence de catégories raciales socialement construites (et donc réelles) définies par un rapport social de subordination par lequel des groupes sociaux sont racisés⁵. Pour compter les discriminations de race, il faut donc construire un indicateur qui ne soit pas culturel, mais qui renvoie à ce qui définit la relation et la stigmatisation raciste, c'est-à-dire les attributs physiques et symboliques attachés aux groupes racisés. Cela revient à définir des indicateurs ni raciaux ni racistes, mais racialistes, c'est-à-dire qui prennent en compte ce par quoi les groupes racisés sont stigmatisés comme différents et subalternes, non seulement du point de vue des racistes, mais plus largement du point de vue du sens commun de la population majoritaire.

Il m'a semblé qu'on pouvait à partir de là définir les quatre principaux groupes sociaux racialisés du contexte français et aisément observables à la télévision : les "Blancs", les "Noirs", les "Arabes" et les "Asiatiques"⁶. Les Blancs ne sont pas très précisément définis, sinon par défaut : il s'agit de tous les non-non-Blancs - c'est pour ainsi dire le privilège des groupes majoritaires bénéficiant des allant de soi de la normalité et bénéficiant d'un non-marquage occultant leur particularisme⁷. Les Noirs ne renvoient pas à une couleur de peau (c'est pourquoi en France on ne dit pas d'un Indien ou d'un Pakistanais à la peau noire qu'il est un Noir), mais à un type particulier : les personnes originaires d'une Afrique Noire colonisée, et peu importe qu'ils soient descendants américains ou antillais d'esclaves, immigrants ou descendants d'immigrés africains. Même chose pour les Arabes : cette catégorie amalgame non seulement toutes les personnes originaires du Maghreb, mais aussi celles originaires des pays arabes, voire, par connotation abusive, celles liées à la culture musulmane (par exemple : les Turcs) - même si cette catégorie d'Arabe stigmatise plus particulièrement les personnes

Perroton (2005), *L'apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*, Paris, Seuil.

⁵ Robert Miles (1989), *Racism*, London, Routledge.

⁶ Je ne mettrais dorénavant plus de guillemets : on a bien compris qu'il s'agit de constructions sociales relatives et non pas de données anthropo-raciales objectives.

⁷ Wayne Brekhus (2005), "Une sociologie de l'invisibilité : réorienter notre regard", *Réseaux*, n° 129-130.

liées à l'Algérie en raison du passif colonial et post-colonial de la France avec ce pays. Quant aux Asiatiques, il s'agit de personnes présentant des traits physiques typiques, en particulier les yeux bridés. On le comprend bien, un comptage sur ces bases n'a rien d'objectif. Il s'agit de l'explicitation d'un point de vue volontairement adopté : celui de l'évidence des différences raciales entre les groupes sociaux en France, vues du groupe majoritaire des Blancs. C'est précisément ce qu'il s'agit de mesurer : non pas la vérité ethnique ou raciale des individus, mais les hiérarchies entre le groupe majoritaire des Blancs et les minorités qu'il racialise.

C'est sur cette base que j'ai indexé un corpus télévisuel le plus ordinaire possible, celui d'une journée de programmes (le 28 janvier 2000) diffusés par les principales chaînes généralistes (TF1, France 2, France 3, M6, soit 24 heures x 4)⁸. Bien évidemment, ce corpus n'est pas représentatif de l'ensemble des programmes diffusés par la télévision, car il est impossible de délimiter un échantillon représentatif d'un ensemble infini comme l'est le flux continu de la télévision. Mais ce corpus est significatif, au sens où il est une coupe comparable à n'importe quelle autre coupe du même genre dans les programmes de la télévision française. On pourra toujours trouver des contre-exemples en dehors du corpus (par exemple, il existe dans quelques rares séries policières françaises des officiers de police arabes), il n'en reste pas moins qu'en proportion, les composantes et les dynamiques *structurelles* du corpus analysé demeurent significatives de l'ensemble des programmes diffusés à la même époque et peuvent donc constituer une base solide de comparaison avec des corpus plus récents pour mesurer les éventuels changements⁹.

Inversions quantitatives et stéréotypes

Avec 20% de non-blancs présents dans l'ensemble de la population représentée, on ne peut pas dire que ces derniers soient occultés. Mais c'est dans le détail de la répartition et de la qualité de ces non-blancs que tout se joue. On observe une double dynamique les concernant : *l'inversion quantitative et la peur de l'inversion hiérarchique*.

⁸ Cette journée de télévision est archivée intégralement (avec d'autres "journées témoin" du même type) par l'Inatèque, un département de l'Institut National de l'Audiovisuel chargé, à la Bibliothèque Nationale de France, de l'archivage et de la mise à disposition des chercheurs des émissions de radio et de télévision diffusées par les chaînes françaises en France.

⁹ Les résultats de cette étude confirment ceux des deux précédentes, établies à partir de corpus et de méthodes différentes : Antonio Perotti (1991), "Présence et représentation de l'immigration et des minorités ethniques à la télévision française", *Migrations et Société*, vol n°3, n°18 ; Marie-France Malonga (2000), *Présence et représentation des "minorités visibles" à la télévision française*, Rapport du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (un résumé est disponible dans *La lettre du CSA*, n°129, juin 2000).

Concernant *l'inversion quantitative*, c'est au sein des non-blancs qu'elle se joue. Tandis qu'en France, en dépit du défaut d'indicateurs statistiques de l'INSEE, on peut raisonnablement penser que les personnes de type arabe sont plus nombreuses que les personnes de type noir, le corpus fait l'inverse avec 70% de Noirs et 15% d'Arabes parmi les non-blancs. Cette première indication est d'importance : avec moins de 3% de la totalité de la population du corpus, les Arabes sont littéralement expulsés du monde télévisuel français¹⁰.

Cette sous-représentation des Arabes est partout marquée. Les auteurs de fiction française, pourtant censés être plus sensibles aux réalités de la société française, semblent mettre un soin particulier à les occulter avec moins de 1% de leurs personnages, renforçant ainsi le sens commun selon lequel un personnage arabe n'est pas vraiment normal dans un contexte français. On compte un peu plus d'Arabes dans la publicité (1,5%). Mais ils sont le plus souvent dans des rôles majoritairement stéréotypés et rabattus sur leurs origines et leur particularisme ethnique : chameliers marocains pour l'agence de voyage FRAM, Bédouins pour la Carte Bleue, jeune Français arabe ravi de pouvoir appeler en longue distance (sous entendu : "au bled") pour l'opérateur téléphonique à bas prix Onetel. On observe cependant deux cas de contre-stéréotype. Le premier est un clip vidéo de la chanteuse Leyla Doriane montrant une jeune femme française arabe chanter à la fois en français et en arabe, mais loin de tout exotisme puisqu'elle évolue dans un environnement urbain – un loft design – typique des classes moyennes intellectuelles parisiennes. Le second est une publicité pour une voiture tellement belle et désirable (Peugeot 306) qu'elle fait pleurer les hommes, y compris un homme français arabe à physique de boxeur. Mais dans l'ensemble, la majorité des Arabes présents dans le corpus ne sont pas membres de la société française (ou du moins, occidentale), mais sont des individus vivants dans des contrées rurales sous-développées (Égypte, Algérie, Maroc) et pratiquant les professions les plus traditionnelles et subalternes socialement : agriculture, petits employés. De sorte que la part des classes supérieures dans le groupe des Arabes est la plus faible¹¹, faisant ainsi de ce groupe le plus prolétarisé du corpus.

Cela ne veut pas dire pour autant que les Noirs sont plus favorisés. Ils sont certes les plus nombreux avec 10-15% de la population du corpus. Mais leurs deux principales activités professionnelles sont, conformément aux stéréotypes, le show business et le sport

¹⁰ C'est le cas aussi des Asiatiques, avec moins de 2% de la population du corpus.

¹¹ Moins de 20%, tandis qu'elle est de 55% au sein des Blancs et de 45% au sein des Noirs.

professionnel, alors que celles des Blancs sont, outre le show business, le management de la politique, du service public et des entreprises. Cette proportion relativement importante des Noirs est largement due aux fictions états-uniennes, où ils sont un peu plus de 20% et en général membres des classes moyennes : on y trouve les deux seuls médecins hospitaliers non-blancs (deux doctresses noires, dont celle des *Feux de l'amour* sur TF1) et la totalité des policiers non-blancs du corpus (y compris le directeur adjoint du FBI dans *X-Files*), sans compter nombre de professions libérales ou judiciaires¹².

Le corpus ratifie l'idée que la place des Blancs est plutôt celle des dirigeants et celle des Noirs plutôt celle du divertissement. On le voit explicitement dans la série américaine de science-fiction *Sliders* sur M6, où un certain Rembrandt Brown (il n'est pas marron mais noir) qui se rêvait en chanteur star, voit son projet contrarié lorsqu'il est embarqué malgré lui dans une mésaventure spacio-temporelle. Il se trouve alors devoir faire équipe avec trois autres personnes dans une configuration stéréotypée : les deux leaders sont des hommes blancs, des scientifiques rationnels et entreprenants, tandis que les deux suiveurs sont le noir Rembrandt Brown (râleur) et une jeune femme blanche docile et sans qualité. Mais cette hiérarchie n'est pas interrogée, car l'équipe, représentant ici la civilisation terrienne menacée, fait bloc contre des envahisseurs (les "Kromaggs") représentés par des êtres dont les traits évoquent à la fois les grands singes agressifs, les indiens Iroquois cruels et les Asiatiques fourbes, c'est-à-dire les étrangers classiques d'une modernité occidentale triomphante de la sauvagerie de la nature et des barbares.

S'agissant de la fiction française, les Noirs n'y sont présents qu'à 5%, et de façon stéréotypée : les habitants d'un village de brousse dans la bande annonce du film *Barbecue-Pejo* sur Canal+, un danseur noir comique et ridicule dans *La grande bouffe* sur France 3 et un marabout-escroc caricatural nommé "le grand Moboutou", parlant petit nègre et doté d'une peau de léopard et plumet à poussière, dans la série *Les années Fac* sur TF1. On trouve également 5% de Noirs dans la publicité, qui est plus diversifiée que pour les Arabes. Avec certes des piroguiers sénégalais sur fond de cocotier pour l'agence de voyage FRAM, mais également de nombreux personnages ordinaires dans les salles de classe, les cours de récréation, les bandes d'amis, les cadres d'entreprise, les employés. Par contre, on trouve aussi

¹² A contrario, le seul Noir français exerçant un poste de responsabilité en étant pilote d'avion n'est pas sérieux : il lâche les commandes pour jouer au basket et danser dans la cabine avec les passagers sur un air de musique latino : clip vidéo de Sandy Valentino, *Olé olé*, M6.

des stéréotypes typiquement coloniaux et esclavagistes. C'est le bon boy de Banania qui sert à de jeunes femmes blanches du chocolat chaud en évoquant la nostalgie du "bon temps" où "le chocolat avait du goût" (TF1 et France 2). C'est la jeune femme antillaise souriante et muette convoquée par le shampoing Dop pour illustrer le parfum vanille, et qui disparaît du portrait de groupe de ceux qui bénéficient de ce shampoing, tous blancs (TF1 et M6). Les Noirs sont plus nombreux dans l'information télévisée (plus de 10%), mais c'est en grande partie (outre les matchs de football) en raison d'une journée nationale de manifestation de l'ensemble des personnels hospitaliers du secteur public. On les voit nombreux dans les cortèges, pour la plupart sans doute infirmières et aide-soignants : là, sans jamais accéder à la parole (contrairement à d'autres manifestants : aide-soignantes et infirmières blanches, médecins blancs), ils animent les cortèges en chantant et dansant à grand renfort de percussions tropicales. Ce qui illustre la règle observée dans le corpus qui veut que plus les journaux télévisés descendent dans la hiérarchie sociale pour les besoins du traitement de l'information, plus ils montrent proportionnellement de non-blancs. C'est particulièrement vrai pour les reportages dans les établissements scolaires dès lors qu'il est question de violence ou de délinquance. L'effet d'équivalence est tel (classes populaires = classes dangereuses = non-blancs) que toutes les images tendent à prendre des connotations disqualifiantes : ces jeunes Arabes et Noirs qu'on voit affairés autour d'une voiture dans l'atelier de peinture d'un lycée professionnel (dans le journal de 20h de France 2), sont-ils en train d'apprendre la carrosserie automobile ou bien le maquillage de voitures volées ?

Une mise en scène de la crainte de l'inversion hiérarchique : les non-blancs comme menace

De l'inversion quantitative au sein des non-blancs entre les Noirs (plus présentables car plus souvent américains, de classe moyenne, dans la modernité du sport et de la musique ou bien dans l'exotisme colonial) et les Arabes (moins présentables car le plus souvent rattachés à leur bled et à la tradition), à la dimension qualitative de la crainte de l'inversion hiérarchique, il y a une continuité logique. Cette crainte se joue à travers la défiance envers les non-blancs, souvent constitués, en dépit de leur minoration, en menace pour l'ordre des choses en raison de traits spécifiques : fourberie, violence, invasion, trahison.

Cela commence par de petites ambiguïtés, comme dans cette sitcom américaine (dans la série *Joyeuse pagaille*, sur M6) où un mari WASP, échoué avec sa femme dans la pizzeria minable

d'un quartier populaire (c'est leur anniversaire de mariage mais il a oublié de réserver dans un grand restaurant et c'est tout ce qu'ils ont trouvé), cherche à détendre l'atmosphère en plaisantant : "tu sais pourquoi les pizzas sont si bonne ici ? c'est parce qu'ils jettent la pâte par terre avant de la mettre au four !". Il ne croit pas si bien dire car un plan de coupe montre dans la cuisine un pizzaiolo manifestement métèque faire exactement ce geste de façon comique. On peut voir là une sorte de petite lutte des classes, mais comment ne pas y voir aussi l'expression réaliste du stéréotype de l'immigré fourbe qui mord la main celui qui le nourrit (ou qui crache dans la soupe, marque la plus courante du "refus d'intégration") ?

Cette crainte de l'inversion est d'autant plus présente qu'elle est fondée sur de véritables subordinations, inégalités et tensions, en particulier celle de la pression migratrice des populations pauvres vers les économies riches, comme le montre un reportage de Canal+ (*Un autre journal*) consacré à l'immigration clandestine des travailleurs mozambicains vers l'Afrique du Sud. On y voit des policiers noirs, dirigés par un officier blanc, reconduire à la frontière de jeunes Noirs dont l'un exprime très clairement la puissance du processus migratoire : "Qu'est-ce que j'ai fait de mal ? J'essaye seulement d'avoir un peu d'argent pour manger ! Mais la semaine prochaine je serai de retour, ha ha !". Cette pression migratoire se traduit explicitement en crainte de l'inversion du rapport de pouvoir entre race dans un dessin animé pour enfants (*Les Zinzins de l'espace*, sur France 3). Il met en scène le cauchemar que serait la prise du pouvoir par les subalternes, et les risques que font peser sur les intérêts des dominants ceux qui prennent parti pour les subalternes en leur donnant les moyens de s'émanciper. Un équipage loufoque d'extra-terrestres est obligé de faire escale sur la Terre en raison d'une avarie. En attendant de pouvoir repartir, ils s'occupent : tous découvrent les joies du golf, sauf leur meneur, un scientifique nommé Etno (sic), qui se penche sur les habitants de cette planète. Son avis est vite fait : il n'y a rien à attendre des humains, êtres stupides, et il leur préfère les cafards, leur préparant même un programme de renforcement de leurs capacités physiques et intellectuelles. Il se fait malheureusement assommer par un coup de club de golf, et commence alors son cauchemar : devenus forts et intelligents avec l'aide d'Etno, les cafards ont transformé l'humanité en esclaves. Etno y passe aussi, devant cirer leur chaussures, porter leurs œufs grouillants, servir comme caddy sur les terrains de golf, endurer vexations et coups. On a dans ce véritable cauchemar provoqué par *l'empowerment* irresponsable des cafards par Etno, toute l'imagerie coloniale, esclavagiste et sudiste : si les dominants deviennent subalternes, ils devront cirer les chaussures des nouveaux maîtres (qui se reproduisent comme de la vermine), dont la prise du pouvoir n'a pas pour objectif le

rétablissement de droits égaux mais l'inversion des rapports de subordination les plus brutaux. Fort heureusement, Etno revient à lui et reconnaît son erreur en chassant les cafards de la maison. Mais l'un d'eux exprime dans les mêmes termes que le clandestin mozambicain la persistance de la menace : "on reviendra, espèce de clown, et ce jour-là, on verra qui donnera des ordres !", concluant cette fable morale à destination des enfants sur une consigne de vigilance contre le retour des envahisseurs indésirables.

Cette figure de l'inversion hiérarchique et de la menace est récurrente dans le corpus, et on la trouve tout particulièrement dans deux autres cas. Le premier est la bande annonce d'un épisode de la sitcom *H* sur Canal+. On y voit trois aide-soignants, un Noir et deux Arabes, qui rêvent, conformément au stéréotype, de sortir de leur condition en devenant "archi-stars" de la chanson, devenant ainsi des personnages puissants que les puissants actuels devraient servir à leur tour. Dans ce rôle de nouveau chef tyrannique (comme on parle de nouveau riche), on trouve Jamel Debbouze jouant le rôle de l'aide-soignant Jamel, qui prend plaisir à humilier le directeur des programmes de Canal+ devenu son factotum, illustrant ainsi le risque qu'il y aurait à laisser les subalternes accéder à des postes de pouvoir. Le corpus laisse d'ailleurs cette menace de la revanche brutale s'exprimer explicitement à travers le clip vidéo du chanteur noir Big Red et sa chanson *Aux armes*, qui est à la fois une reprise et une reformulation du détournement reggae que Serge Gainsbourg avait déjà fait de la *Marseillaise* : "Allons enfants de la téci, le jour de gloire vous est acquis ! Et faites attention : *s'il faut devenir patron je le deviendrais !* (...) Je suis le bras vengeur de ma liberté chérie, *je ferai de ta demeure ma nouvelle colonie*, bientôt viendra l'heure où tu bosseras pour moi, espèce d'abruti !".

"Colour blind" républicain et réalisme de l'imaginaire télévisuel

De façon générale, ce corpus endosse une vision du monde très conservatrice des rapports sociaux et des relations de pouvoir, même s'il laisse place, on l'a vu, à quelques banalisations et contre-stéréotypes. Mais, lorsque c'est le cas, c'est le plus souvent pour conditionner un certain progressisme à une contrepartie réactionnaire : lorsqu'une femme dénonce le sexisme conjugal, un ouvrier la violence de classe, un Noir celle du racisme, ils sont dans le même temps stigmatisés comme menaçants ou comme criminels, de sorte que leur contestation est immédiatement relativisée, voire disqualifiée par leur conduite.

A partir de ce constat, comment saisir de façon à la fois sociologique et politique la question des discriminations dans les représentations télévisuelles ? La critique des médias nous explique que l'offre de programmes serait désormais soumise, via le marché, à l'idéologie dominante, sous couvert d'un audimat qui exprimerait la "demande " d'un public qu'elle aurait mystifié et qu'elle maintiendrait sous l'emprise des stéréotypes dominants. Or l'analyse des industries culturelles met à mal cette boucle explicative. La fameuse "demande du public" n'existe pas : il n'y a que de l'offre, et l'audimat ne mesure rien d'autre que la réaction à l'offre, sans qu'on sache ce que le public en a pensé. De sorte que la programmation télévisuelle est en réalité un exercice d'anticipation des attentes supposées d'un public imaginé auquel se livrent des professionnels, inquiets à la fois de n'être pas trop innovants et inquiets de ne pas l'être assez¹³.

Il y a de ce fait deux dimensions explicatives de la capacité d'innovation ou de conservatisme d'une économie télévisuelle. Tout d'abord, la nature des relations entre la télévision et son environnement. Parce que la télévision n'est pas une institution mais un marché, elle reflète moins des normes stables que le *conformisme provisoire* du moment. En effet, parce qu'il existe une porosité culturelle entre les industries culturelles et la sphère publique, les médiacultures sont sensibles au niveau d'intensité des conflits de définition qui se livrent les mouvements et contre-mouvements culturels au sein de la sphère publique. Par exemple, à la suite du mouvement des droits civiques ou du féminisme aux Etats-Unis, les représentations médiatiques des Noirs et des femmes se sont modifiées en conséquence¹⁴. On peut ainsi penser que le conservatisme de la télévision française est le reflet de l'hégémonie républicaniste sur l'imaginaire collectif national, c'est-à-dire la définition de la France comme une nation égalitariste en droit, et qui au nom de cela se désintéresse des discriminations de fait, surtout lorsqu'elles touchent des minorités post-coloniales et post-immigration. De sorte que faute d'une ouverture politique sur ces questions-là dans la sphère publique, les professionnels de la télévision n'ont aucun intérêt à prendre le risque commercial de se démarquer du type de représentation considérée comme dominante au sein du grand public.

L'autre dimension explicative du conformisme ou de l'innovation télévisuelle se trouve au sein même des industries culturelles. Tout dépend alors des conditions de développement de la

¹³ Eric Macé (2003), "Le conformisme provisoire de la programmation", *Hermès*, n° 37.

¹⁴ Bonnie J. Dow (1996), *Prime time feminism. Television, media culture, and the women's movement since 1970*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

concurrence et de la créativité, qui pourraient susciter des intérêts commerciaux à faire de la contre-programmation et à bousculer les représentations dominantes. Or le marché télévisuel français est très peu stimulant, avec un service public frileux qui ne dérange pas les chaînes privées, lesquelles n'ont aucune raison d'innover. Sans compter qu'en France, ni les créateurs ni les intellectuels, n'ont pris au sérieux la télévision comme instance de production de représentations culturelles collectives, au contraire de ce qu'on observe notamment en Amérique du Nord et du Sud ainsi qu'en Grande-Bretagne. C'est grâce à cette prise au sérieux des médiacultures comme enjeu à la fois politique, créatif et anthropologique que le monde anglo-saxon a su depuis longtemps prendre en compte les questions de discrimination¹⁵.

Le cas de la France est extrêmement paradoxal et, par là, significatif. Rappelons qu'il existe un secteur public de télévision important (il représente plus de la moitié de l'audience) et que les chaînes privées exercent sur la base d'une concession de service public. Il existe par ailleurs un organisme indépendant de régulation économique, juridique et déontologique des chaînes et des programmes, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. Il existe enfin un Haut Conseil à l'Intégration, chargé de faire des diagnostics et des propositions tendant à réduire les discriminations. Pourtant, la lecture d'un rapport du HCI intitulé *Diversité culturelle et culture commune dans l'audiovisuel* (mars 2005) et portant sur la lutte contre les discriminations envers les minorités visibles à la télévision, montre que la question reste très problématique. Le rapport part de l'idée qu'il existerait une sous-représentation et la persistance de stéréotypes envers les "minorités visibles" à la télévision française. La question du "visible" semble bien renvoyer à celle des attributs physiques, en particulier à la couleur de la peau, puisqu'elle se traduit par une expression métaphorique et euphémistique : "les écrans français sont pâles, désespérément pâles"¹⁶. On pourrait voir ici la légitimation d'une idée tout à fait nouvelle en France, celle d'indicateur de *race* permettant de compter les individus afin de mettre en évidence statistique les discriminations. Il n'en est rien, et le rapport se met lui-même dans la posture contradictoire de dénoncer une sous-représentation discriminatoire en s'interdisant d'en définir des indicateurs. Tout d'abord parce qu'il refuse toute référence à la *race*. Lorsqu'il s'agit de préciser ce que recouvre la notion de "minorité visible", il est fait référence aux "immigrés" et aux "personnes issues de l'immigration". Or cette précision est littéralement non pertinente : aucun immigré ou descendant d'immigré espagnol ou portugais ne peut être

¹⁵ Bhikhu Parekh (dir.)(2000), *The future of Multi-Ethnic Britain*, London, Profile Books.

¹⁶ Etrange formulation : pourquoi ne pas dire que la présence de personnes et de personnages non-blancs est marginale ? Pourquoi renvoyer aux écrans ce qui concerne les personnes ? Pourquoi dire pâle au lieu de Blanc ?

considéré en France comme membre d'une "minorité visible". C'est donc que cela ne concerne que les immigrés "non-pâles", c'est-à-dire non-blancs, c'est-à-dire pour l'essentiel les Noirs et les Arabes des ex-colonies africaines. Par ailleurs, en définissant les victimes de la sous-représentation comme des immigrés, le rapport souligne que leur visibilité comme minorité en France est moins le fait d'une stigmatisation qui leur est imposée par la majorité blanche, que par leur appartenance (de génération en génération) à un ailleurs étranger à la France. D'un autre côté, le HCI confond constamment les corps non-blancs ainsi stigmatisés (visibles) par lesquels fonctionnent effectivement les discriminations racistes, avec ce qu'il appelle la diversité culturelle. Le rapport considère ainsi les discriminations comme "ethniques" et renvoie de nouveau les cibles de ces discriminations à un *en dehors* de ce qui est considéré comme "non-ethnique", c'est-à-dire la francité blanche. Comme si, au fond, le HCI ne pouvait se défaire de l'idée que si on est non-Blanc, on est non seulement toujours un immigré, mais de plus forcément marqué par la différence ethnique. Ce différentialisme culturel se veut libéral et tolérant mais ignore combien cette énonciation de la différence institue de fait la hiérarchie entre ce qui est "normal" et ce qui est "différent"¹⁷. De sorte que c'est paradoxalement au nom de l'égalité et de l'universalisme républicain que le HCI *confond la lutte contre les discriminations racistes avec la promotion du multiculturalisme*, en affirmant que "il faut faire droit à la diversité culturelle sans oublier la culture commune" (p. 33).

C'est de cette impossibilité à qualifier l'objet même des discriminations que découle l'impossibilité où se trouve le HCI de définir des indicateurs permettant de mesurer les sous-représentations qu'il faut combattre. Le rapport reprend en effet à son compte les propos du président de la télévision publique qui lui servent de principe dans la conduite de sa lutte contre les discriminations : "ne pas quantifier, ne pas nommer" (p. 8). La contradiction est ici évidente : comment dénoncer le fait que les écrans soient "pâles" si on ne fait pas de comptages des personnes et personnages en fonctions de leurs attributs physiques ? Comment écrire sur la même page du rapport (p. 28), qu'il faut "une augmentation de 10 % du nombre des invités ou des protagonistes d'origine étrangère, par référence au nombre d'étrangers en France", tout en "refusant de compter les représentants de minorités visibles" ? La conséquence de ce mot d'ordre est logique : sans indicateurs, la mesure est intuitive, c'est-à-

¹⁷ Cette confusion entre racisme et différence "ethnique" est permanente. Ainsi p. 33 du rapport, cette définition de la notion de "minorité visible", qui, bien qu'elle fasse littéralement référence à des attributs physiques et non pas culturels, est resignifiée à contresens par le HCI : "une clarification sémantique s'avère nécessaire : "minorité" renvoie aux droits des minorités et "minorité visible" a une connotation ethnique".

dire subjective et contestable, et l'évaluation de l'impact d'éventuelles mesures de rééquilibrage est tout aussi intuitive et donc sans valeur ni juridique ni contractuelle. En d'autres termes, le rapport du HCI permet de mieux comprendre pourquoi toute mesure d'*affirmative action*, c'est-à-dire d'équité en faveur des groupes sociaux discriminés, est rendue impossible. Ainsi, "ne pas qualifier, ne pas nommer", conduit, au nom de l'égalité, à réserver la discrimination positive à un groupe social singulier : le groupe des hommes blancs.

Pour conclure, l'analyse d'un corpus ordinaire de la télévision française se présente comme un double télévisuel qui exprime de façon assez réaliste la plupart des non-dits de la société française. Cependant, l'enjeu n'est pas seulement d'améliorer de façon volontariste l'image des minorités dans les programmes, au risque d'invisibiliser la persistance des mécanismes sociaux des discriminations. C'est précisément ce qui conduit à penser que les luttes pour la visibilité ne doivent pas être dissociées d'une *politique des représentations*, où la question de la présence et de l'absence dans les représentations s'articule à une analyse des rapports de pouvoir dans les rapports sociaux¹⁸. On a donc de fortes raisons de penser qu'une visibilité croissante et la déstigmatisation des non-blancs à la télévision française ne se feront qu'à la suite de dynamiques conflictuelles conduisant à transformer en profondeur l'imaginaire national français lui-même. Cela veut dire que la dimension politique de la télévision s'analyse moins dans les effets de la télévision sur la société que dans les effets de la conflictualité sociale et culturelle sur les représentations télévisuelles¹⁹.

¹⁸ Comme on le voit aussi sur la question des genres et de la sexualité: Marie-Hélène Bourcier (2001), *Queer zones. Politiques des identités sexuelles, des représentations et des savoirs*, Paris, Balland.

¹⁹ Eric Macé (2005), "Mouvements et contre-mouvements culturels dans la sphère publique et les médiacultures", dans Eric Macé, Eric Maigret (dir.), *Penser les médiacultures*, Paris, Armand Colin.